



MODALITÉS D'INDEMNISATION DES
INTÉRÊTS CANADIENS DANS LES
ENTREPRISES DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ
NATIONALISÉES

Convention entre le CANADA
et la FRANCE

Signée à Paris le 26 janvier 1951

En vigueur le 26 janvier 1951

COMPENSATION OF CANADIAN
INTERESTS IN NATIONALIZED GAS
AND ELECTRICITY UNDERTAKINGS
IN FRANCE

Convention between CANADA
and FRANCE

Signed at Paris on January 26, 1951

In force January 26, 1951

32756 766

53778 280

61635736

63178377

EDMOND CLOUTIER. C.M.G., O.A., D.S.P.
Queen's Printer, and Imprimeur de la Reine et
Controller of Stationary | Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1954

Price: 25 cents

Prix: 25 cents



SOMMAIRE

	PAGE
Convention	4
Règlement relatif à l'indemnité offerte par le Gouvernement français aux personnes canadiennes créancières d'indemnité en vertu de la loi 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz et des lois et décrets y relatifs	8
Dispositions annexes établissant les modalités d'exécution du règlement	24
Extrait de l'arrêté en date du 15 juillet 1947 relatif aux dérogations générales aux prohibitions édictées par le décret n° 47-1357 du 15 juillet 1947 et précisions sur certaines modalités d'application de ce décret	28
ANNEXE I	28
ANNEXE II	28
ANNEXE III	30

Convention between CANADA
and FRANCE

Signed at Paris on January 26, 1951

In force January 26, 1951

EDMOND CLOUTIER C.M.G., O.A., B.S.P.
Queen's Printer and
Controller of Stationery | Imprimeur de la Reine et
Contrôleur de la Papeterie
OTTAWA, 1951

SUMMARY

	PAGE
Convention	5
Terms of settlement accorded by the French Government for Compensation to Canadian claimants affected by Law No. 46-628 of April 8, 1946, relating to the nationalization of gas and electricity and by the laws and decrees relating thereto	9
Annex establishing the means of giving effect to the terms of settlement	25
Extract from the Order of July 15, 1947, concerning the general derogations from the prohibitions laid down by Decree No. 47-1357 of July 15, 1947, and detailed provisions concerning certain methods of application of that Decree	29
ANNEX I	29
ANNEX II	29
ANNEX III	31

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS RELATIVE AUX MODALITÉS D'INDEMNISATION DES INTÉRÊTS CANADIENS DANS LES ENTREPRISES DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ NATIONALISÉES.

En considération de la répercussion des lois et décrets français relatifs à la nationalisation des entreprises d'électricité et de gaz sur les droits des porteurs canadiens d'actions et de parts d'entreprises nationalisées ainsi que des propriétaires directs canadiens d'installations électriques ou gazières nationalisées, les Gouvernements canadien et français sont convenus des dispositions suivantes:

1. Le Gouvernement français se déclare disposé à accorder aux porteurs de nationalité canadienne d'actions et de parts d'entreprises nationalisées ainsi qu'aux propriétaires directs d'installations électriques ou gazières nationalisées qui en feront la demande, le mode d'indemnisation défini aux annexes.

2. Le Gouvernement français reconnaît au Canada en matière d'indemnisation des intéressés de nationalité canadienne le traitement de la nation la plus favorisée.

En particulier, si le Gouvernement français était amené à accorder à un autre pays, au profit de ses ressortissants, une indemnisation se traduisant, pour des titres de même nature, par des versements en francs français de sommes d'un montant plus élevé, ou productrice d'un intérêt supérieur, ou se liquidant par un moindre nombre d'annuités, ou bénéficiant de certaines facilités de transfert, le Gouvernement canadien aura la faculté de réclamer en faveur de ses ressortissants la substitution au régime prévu par la présente convention, des modalités d'indemnisation appliquées aux ressortissants de cet autre pays.

Cette substitution s'appliquerait au régime de la partie de la créance canadienne non encore échue à la date de l'option.

Dans le cas où cette option serait exercée, elle devrait s'appliquer à l'ensemble et non à une partie seulement des bénéficiaires canadiens.

3. Le Gouvernement canadien s'engage, sous réserve de l'exécution des obligations assumées par le Gouvernement français en vertu de la présente convention et de ses annexes, à ne pas faire valoir, ni porter devant les tribunaux internationaux, ni soutenir par une action diplomatique, des revendications qui pourraient être formulées par des personnes physiques ou morales canadiennes sur la base de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 et des lois et décrets y relatifs.

4. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, qui n'aurait pu être réglé par voie de négociations directes entre les deux Gouvernements fera l'objet d'un règlement arbitral. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre.

Si, dans un délai de deux mois à dater du jour où les deux arbitres auront été saisis du litige, ils n'ont pu s'entendre sur la solution de celui-ci, les deux Gouvernements désigneront d'un commun accord un tiers arbitre. A défaut d'accord sur cette désignation dans un nouveau délai d'un mois, le Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à y procéder.

(Translation)

CONVENTION BETWEEN THE CANADIAN GOVERNMENT AND THE FRENCH GOVERNMENT RELATING TO THE TERMS OF COMPENSATION OF CANADIAN INTERESTS IN NATIONALIZED GAS AND ELECTRICITY UNDERTAKINGS.

The Canadian Government and the French Government, having regard to the effects of the French laws and decrees relating to the nationalization of gas and electricity undertakings on the rights of Canadian holders of shares and interests in nationalized undertakings and also of direct Canadian owners of nationalized gas and electricity installations, have agreed as follows:

1. The French Government undertakes to accord to Canadian nationals who are holders of shares and interests in nationalized undertakings and also to direct owners of nationalized gas and electricity installations who apply therefor the terms of compensation defined in the Terms of Settlement annexed hereto.

2. The French Government shall accord to the Canadian Government most-favoured-nation treatment in respect of the compensation of such holders and owners of Canadian nationality.

If the French Government, in particular, accords to another Government for the benefit of its nationals compensation with respect to similar shares and interests in the form of payments in French francs of larger sums or compensation bearing a higher rate of interest or discharged by a smaller number of annual payments or enjoying special transfer facilities, the Canadian Government shall be entitled to claim on behalf of its nationals the substitution to the terms of the present Agreement the corresponding terms of compensation granted to the nationals of that other Government.

Such substitution would apply in respect of Canadian credits which had not been redeemed at the date of the option.

If this option is exercised it shall apply to all Canadian holders and owners and not merely to some of them.

3. The Canadian Government undertakes, provided that the French Government carries out the obligations assumed by it under this Agreement and the Terms of Settlement annexed thereto, not to recognize, nor to refer to any international tribunal, nor to support by diplomatic action, any claims which may be made by Canadian physical or juridical persons on the basis of Law No. 46,628 of April 8, 1946, and the laws and decrees relating thereto.

4. Any dispute arising from the interpretation or the application of this Agreement which cannot be settled by direct negotiation between the two governments shall be submitted to arbitration.

In that event each of the Contracting Governments shall appoint an arbitrator.

If, within a period of two months from the date on which the case has been referred to the two arbitrators, the latter have not agreed upon a solution, the two Governments shall by mutual agreement appoint a third arbitrator. Failing agreement on such appointment within a further period of one month, the President of the International Court of Justice shall be requested to appoint such an arbitrator.

La décision des arbitres sera définitive et obligatoire pour les parties; elle devra être rendue au plus tard dans un délai de six mois à dater de la désignation du tiers arbitre.

5. La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature. Fait en double exemplaire à Paris, le 26 janvier 1951.

Pour le Gouvernement du Canada:
GEORGE P. VANIER

Pour le Gouvernement Français:
ROBERT SCHUMAN

The decision of the arbitrators shall be final and binding for both parties. It shall be given within a period of not more than six months from the date of appointment of the third arbitrator.

5. This Agreement shall enter into force on the date of its signature. DONE in duplicate at Paris on January 26, 1951.

For the Canadian Government:
GEORGE P. VANIER

For the French Government:
ROBERT SCHUMAN

Article 1

Le présent accord est conclu en vertu de la loi du 31 mai 1951, relative à l'application de l'article 24 de la Constitution, et de la loi du 17 janvier 1951, relative à l'application de l'article 17 de la Constitution.

Le présent accord est conclu en vertu de la loi du 31 mai 1951, relative à l'application de l'article 24 de la Constitution, et de la loi du 17 janvier 1951, relative à l'application de l'article 17 de la Constitution.

Le présent accord est conclu en vertu de la loi du 31 mai 1951, relative à l'application de l'article 24 de la Constitution, et de la loi du 17 janvier 1951, relative à l'application de l'article 17 de la Constitution.

Le présent accord est conclu en vertu de la loi du 31 mai 1951, relative à l'application de l'article 24 de la Constitution, et de la loi du 17 janvier 1951, relative à l'application de l'article 17 de la Constitution.

Le présent accord est conclu en vertu de la loi du 31 mai 1951, relative à l'application de l'article 24 de la Constitution, et de la loi du 17 janvier 1951, relative à l'application de l'article 17 de la Constitution.

Le présent accord est conclu en vertu de la loi du 31 mai 1951, relative à l'application de l'article 24 de la Constitution, et de la loi du 17 janvier 1951, relative à l'application de l'article 17 de la Constitution.

Le présent accord est conclu en vertu de la loi du 31 mai 1951, relative à l'application de l'article 24 de la Constitution, et de la loi du 17 janvier 1951, relative à l'application de l'article 17 de la Constitution.

1981 N° 231
67
The decision of the arbitrator shall be final and binding for both parties.
RÈGLEMENT RELATIF À L'INDEMNITÉ OFFERTE PAR LE GOUVERNEMENT
FRANÇAIS AUX PERSONNES CANADIENNES CRÉANCIÈRES D'INDEMNITÉ
EN VERTU DE LA LOI 46-628 DU 8 AVRIL 1946 SUR LA NATIONALISATION
DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ ET DES LOIS ET DÉCRETS Y RELATIFS.

CHAPITRE I—DE LA DÉCLARATION

ARTICLE 1^{er}

Le bénéfice du présent Règlement est réservé aux personnes physiques ou morales canadiennes créancières d'indemnité en vertu de la loi du 8 avril 1946 et des lois et décrets y relatifs, qui auront remis avant le 31 mai 1951 une déclaration portant acceptation dudit Règlement, à un organisme officiel canadien désigné par le Gouvernement canadien avec l'agrément du Gouvernement français. Passé ce délai, l'indemnité de nationalisation sera réglée exclusivement par les dispositions des lois et décrets français.

Les déclarants seront tenus de fournir à l'organisme officiel canadien ou aux délégués mandatés par lui, la preuve que les droits dont ils se réclament appartenaient à la date du 1^{er} janvier 1946 et depuis lors, sans interruption, à des personnes physiques ou morales canadiennes suivant les règles fixées aux dispositions annexes établissant les modalités d'exécution du présent Règlement.

Sont également admises au bénéfice du présent Règlement, les personnes physiques ou morales canadiennes qui apporteront la preuve:

1. de ce qu'elles ont exercé postérieurement au 1^{er} janvier 1946 des droits de souscription à titre irréductible ou des droits d'attribution afférents aux participations qui leur appartenaient avant cette date;
2. de l'origine de propriété non française des titres acquis pendant la période qui s'est écoulée entre le 1^{er} janvier 1946 et le 8 avril 1946;
3. de la transmission des titres à cause de mort pendant la période visée au 2^o paragraphe ci-dessus.

L'application du présent Règlement est réservée par le Gouvernement français en ce qui concerne:

- a) les personnes morales canadiennes dans le capital desquelles figurent plus de 25% d'intérêts ennemis,
- b) les personnes morales canadiennes dans lesquelles les droits à l'actif appartiennent pour plus de moitié à des Français.

ARTICLE 2

L'organisme officiel canadien désigné à l'article premier communiquera au Ministère français des Finances, chaque mois et pour la première fois un mois après la signature de la présente Convention, un relevé par sociétés et par catégories de titres, des valeurs qui lui auront été régulièrement déclarées.

1951 No. 2
1951 No. 2
11
01
PART II—METHODE DE CALCULANT LE MONTANT DE LA DELIVRANCE
CHAPITRE II—DU CALCUL DE L'INDENNITE DE LA DELIVRANCE

**TERMS OF SETTLEMENT ACCORDED BY THE FRENCH GOVERNMENT FOR
COMPENSATION TO CANADIAN CLAIMANTS AFFECTED BY LAW No. 46-628
OF APRIL 8, 1946, RELATING TO THE NATIONALIZATION OF GAS AND
ELECTRICITY AND BY THE LAWS AND DECREES RELATING THERETO.**

PART I—DECLARATION OF ACCEPTANCE

ARTICLE 1

The provisions of the present Terms of Settlement shall apply to Canadian physical or juridical persons who are entitled to compensation under the Law of April 8, 1946, and the Laws and Decrees relating thereto and who file before May 31, 1951, a declaration accepting the present Terms of Settlement with the authority in Canada designated by the Canadian Government with the agreement of the French Government. After that date compensation in respect of nationalization shall be governed solely by the provisions of the French laws and decrees.

Canadian nationals making such a declaration shall provide the authority in Canada or any person designated by it with evidence that the rights to which they lay claim belonged on January 1st, 1946, and since then without interruption to Canadian physical or juridical persons in accordance with the rules set forth in the Annex hereto establishing the means of giving effect to the present Terms of Settlement.

The provisions of the present Terms of Settlement shall also apply to Canadian physical or juridical persons producing evidence:

1. that after January 1st, 1946, they have exercised rights to subscribe securities as of right or rights of allotment relating to interests which belonged to them before that date;
2. that in the case of securities acquired between January 1st, 1946, and April 8, 1946, the ownership of such securities was not French at any time during that period;
3. that the title to the securities was conveyed to them owing to death having occurred during the period mentioned in sub-paragraph 2 above.

The French Government excludes from the application of the present Agreement:

- (a) Canadian juridical persons more than 25% of whose capital is held by enemy interests.
- (b) Canadian juridical persons in which the rights to more than 50% of the capital belong to French interests.

ARTICLE 2

The authority in Canada designated in accordance with the provisions of Article 1 shall communicate to the French Ministry of Finance, once every month and for the first time one month after the signature of this Agreement, a list of the interests which have been properly declared. Such list shall include particulars on the companies and the categories of securities concerned.

CHAPITRE II—DU CALCUL DE L'INDEMNITÉ ET DE LA DÉLIVRANCE DES TITRES DE CRÉANCE

ARTICLE 3

Les indemnités revenant aux bénéficiaires du présent Règlement seront calculées sur les bases fixées par les articles 10, 11, 12 et 14 de la loi du 8 avril 1946, complétée et modifiée par les lois et décrets y relatifs.

Il sera recommandé aux Commissions instituées par le décret du 14 août 1947 de procéder dans le plus bref délai possible à l'évaluation des entreprises dont les titres ne sont pas inscrits à une cote de bourse et dans lesquelles les ressortissants canadiens ont des intérêts importants.

ARTICLE 4

Les propriétaires de titres déclarés en exécution du Chapitre I remettront à la Caisse Nationale de l'Énergie (C.N.E.) pour le compte de la Caisse Autonome d'Amortissement (C.A.A.) les titres d'entreprises d'électricité et de gaz nationalisées et les titres représentatifs d'installations nationalisées jouissance au 15 juin 1950, contre:

1. l'attribution d'un ou de plusieurs titres de créance créés par la C.A.A. amortissable en sept annuités, jouissant des droits et avantages stipulés par le présent Règlement;

et

2. la remise, le cas échéant, d'un document établissant leur droit à recevoir de la C.N.E. le titre représentatif de la part des biens du domaine privé rétrocédés en application de l'article 15 de la loi du 8 avril 1946.

Le dépôt des titres déclarés et la remise des titres de créance s'opéreront de la manière et suivant les formalités prévues aux "Dispositions annexes établissant les modalités d'exécution du Règlement"; celles-ci fixeront également la forme du titre de créance.

Le titre de créance établi au nom des intéressés sera remis en dépôt par les soins de la C.A.A. dans une des banques de leur choix qui auront été agréées par le Ministère français des Finances.

Dès que la C.N.E. aura émis les obligations dont la création est prévue par la loi du 8 avril 1946, elle remettra à la C.A.A. le nombre d'obligations correspondant, aux termes de cette loi, à la valeur des titres d'entreprises d'électricité et de gaz nationalisées qu'elle détient en exécution de l'alinéa 1^{er} du présent article. Une liste complète des numéros de ces obligations sera communiquée par la C.A.A. à chacune des banques agréées visées ci-dessus.

ARTICLE 5

Le montant des créances indemnitaires ne pouvant être fixé d'ores et déjà, d'une manière définitive, la dette prise en charge par la C.A.A. sera, à la création des titres de créance, évaluée aussi exactement que possible pour les titres non cotés, et pour les titres cotés sur la base des évaluations faites par Électricité de France pour le paiement des acomptes d'intérêts versés en 1950. Dès qu'Électricité de France sera en mesure d'établir le montant exact et définitif de la créance indemnitaire nette canadienne, la C.A.A. rajustera sur cette nouvelle base le montant nominal des titres de créances susvisés.

PART II—METHOD OF CALCULATING THE AMOUNT OF COMPENSATION
AND ISSUANCE OF CREDIT VOUCHERS

ARTICLE 3

Compensation to Canadian claimants under the present Terms of Settlement shall be calculated on the basis determined by Articles 10, 11, 12 and 14 of the Law of April 8, 1946, as completed or amended by the Laws and Decrees relating thereto.

The Commissions established by the Decree of August 14, 1947, shall be requested to proceed as quickly as possible with the valuation of undertakings whose securities are not listed on a Stock Exchange and in which Canadian nationals have substantial interests.

ARTICLE 4

Canadian claimants having declared their interests in accordance with the provisions of Part I shall deliver to the *Caisse Nationale de l'Énergie* (hereinafter called C.N.E.) for the account of the *Caisse Autonome d'Amortissement* (hereinafter called C.A.A.) the shares in electricity and gas undertakings which have been nationalized, and the documents of title to nationalized installations, together with all rights to income, interest and dividends accruing from June 15, 1950, against

(1) the issuance of one or more credit vouchers created by the C.A.A. payable in seven annual instalments bearing the rights and benefits provided by the present Terms of Settlement;

and

(2) the issuance, where appropriate, of a document establishing the right of Canadian claimants to receive from C.N.E. a document of title to that part of the assets of the private undertaking retroceded under Article 15 of the Law of April 8, 1946.

The deposit of the shares declared and the issuance of credit vouchers shall be carried out in the manner and form provided in the annex hereto establishing the means of giving effect to the present Terms of Settlement; the form of credit voucher shall also be determined in accordance with that annex.

Each credit voucher issued in the name of a Canadian claimant shall be deposited by the C.A.A. with a bank chosen by the claimant and approved by the French Ministry of Finance.

As soon as the C.N.E. has issued Bonds in accordance with the provisions of the Law of April 8, 1946, the C.N.E. shall remit to the C.A.A. bonds of a nominal value equivalent in accordance with the terms of that law to the value of those interests in nationalized electricity and gas enterprises which C.A.A. holds in pursuance of paragraph (1) of this Article. A complete list of the serial numbers of these bonds shall be communicated by the C.A.A. to each of the approved banks mentioned above.

ARTICLE 5

As the total value of the compensation payable has not as yet been finally established, the nominal value of the compensation shall, upon the issue of the credit vouchers by C.A.A., be calculated as accurately as possible for unquoted securities, and for quoted securities shall be based upon the valuations made by *Electricité de France* for the payment of interest instalments paid out in 1950. As soon as *Electricité de France* is in a position to establish the final and exact total value of compensation due to Canadian holders of credit vouchers, the C.A.A. shall adjust the nominal value of the credit vouchers to the new exact total.

Lorsque l'indemnisation des actionnaires d'une entreprise aura précédé la restitution du domaine privé au liquidateur de cette société, la C.A.A. remettra aux titulaires des titres de créance par l'intermédiaire de la banque agréée française visée au paragraphe 5 de l'article 4 ci-dessus, le nombre d'obligations de la C.N.E. représentant la valeur des biens privés à charge pour cette banque de répartir ces obligations entre les porteurs canadiens et en cas de rompu inférieur à 1/10 d'obligation pour un même porteur, les espèces provenant de la vente des obligations.

CHAPITRE III—DES AVANTAGES AFFÉRENTS AUX TITRES DE CRÉANCE—DE LEUR REMBOURSEMENT—DE LEUR CESSION OU MISE EN GARANTIE

ARTICLE 6

Les titres de créance remis aux titulaires canadiens seront, à partir du 1^{er} juin 1950, productifs de l'intérêt de 3% et de l'intérêt complémentaire variable prévus par l'article 13 de la loi du 8 avril 1946 et par l'article 4 de la loi du 12 août 1948.

L'intérêt fixe et l'intérêt complémentaire des porteurs de titres de créance non résidents français sont transférables, dans le cadre des accords de paiement en vigueur, aux conditions et suivant les principes généraux admis en matière de transferts financiers.

Dans le cas où un supplément d'intérêt serait alloué à titre de répartition de la prime de remboursement visée ci-dessous, ce supplément ne serait pas transférable et serait porté au crédit des comptes "emploi canadien" visés à l'article 11.

Les titres de créance remis aux titulaires canadiens bénéficieront également de la prime de remboursement prévue par l'article 4 de la loi du 12 août 1948.

ARTICLE 7

Les titres de créances bénéficient, en capital et en intérêt fixe, sur leur montant provisoire ou définitif, d'une garantie de change sur la base du cours du franc français par rapport au cours du dollar U.S.A. à Paris à la date du 8 avril 1946, soit pour 1 \$: francs français: 119·10.

Le capital des titres sera remboursable en francs français compte tenu de cette garantie de change.

La C.A.A. assurera le rachat chaque année d'un septième du montant de chaque titre de créance.

Toutefois, dans le cas où, au cours d'une année, plus d'un septième des obligations visées à l'article 4 *in fine*, seraient amorties par tirage au sort, les titres de créance seraient rachetés lors de la prochaine échéance à concurrence d'une somme équivalente. Les rachats ultérieurs se feraient alors en autant de fractions du principal restant à racheter qu'il y aurait encore d'échéances.

Lors de chaque échéance de rachat, le montant nominal en francs français faisant l'objet du rachat sera multiplié par le quotient obtenu en divisant par 119·10, le cours du dollar U.S.A. sur le marché libre de Paris le jour de l'échéance. Si le dollar U.S.A. n'avait pas été coté à cette date, le cours retenu sera le premier cours coté sur le marché libre lors de la dernière bourse. Au cas où à la date visée ci-dessus la cotation du dollar U.S.A. sur le marché

When the shareholders of a company have received compensation before the private assets have been restored to the liquidator of the firm, C.A.A. shall remit through the authorized French bank referred to in Paragraph 5 of Article 4 above, to holders of credit vouchers a number of C.N.E. bonds corresponding to the value of the private assets; the bank shall be responsible for the allotment of these bonds among the Canadian holders and in the case of a fraction of less than one tenth of a bond held by one bearer only, for the allotment of the amount in cash resulting from the sale of the above-mentioned bonds.

PART III—RIGHTS PERTAINING TO CREDIT VOUCHERS—THEIR REPAYMENT—ASSIGNMENT OR USE AS SECURITY

ARTICLE 6

Credit vouchers issued to Canadian claimants shall from June 1st, 1950, bear interest at the rate of 3% and additional interest at variable rates as provided in Article 13 of the Law of April 8, 1946, and in Article 4 of the Law of August 12, 1948.

Both the fixed interest and the additional interest payable in accordance with the preceding paragraph of this Article to Canadian holders of credit vouchers who are not French residents shall be transferable in accordance with the provisions of any Payments Agreement in force, under the terms and in accordance with the general principles governing stock transfers.

If any additional interest is paid as part of the Premium on Redemption mentioned hereunder, such additional interest shall not be transferable and shall be credited to Canadians Reinvestment Account mentioned in Article 11.

Credit vouchers issued to Canadian claimants shall also carry the right to the Premium on Redemption provided for in Article 4 of the Law of August 12, 1948.

ARTICLE 7

The total value of the credit vouchers whether provisional or final shall be subject, in respect both of capital and of fixed interest, to an exchange guarantee based on the rate of exchange between the French franc and the U.S.A. dollar as it was in Paris on April 8, 1946, i.e., at the rate of 119.10 French francs for one dollar.

Payments in redemption of capital shall be made in French francs and shall take account of the said exchange guarantee.

The C.A.A. shall make an annual redemption payment equal to one-seventh of the total value of each credit voucher.

If, however, in any year more than one-seventh of the Bonds mentioned at the end of Article 4 are paid off as a result of drawing by lot, the credit vouchers shall be redeemed by an equivalent amount at the due date for redemption payments in the following year. Thereafter, redemption payments in respect of credit vouchers shall be made in as many fractions of the total principal sum remaining unredeemed as there are remaining due dates.

At the due date of any redemption payment, the nominal amount in French francs of this redemption payment shall be multiplied by the quotient obtained by dividing by 119.10 the rate of exchange of the U.S. dollar on the free exchange-market in Paris on the due date concerned. If there is no quotation of the U.S. dollar on that date the rate used shall be the first quotation on the free exchange-market on the last market day. If on the date concerned the quotation of the U.S. dollar on the free market in Paris

libre de Paris était supprimée, le Gouvernement français rechercherait d'accord avec le Gouvernement canadien une base de réévaluation qui assurerait aux créanciers canadiens des avantages équivalents à ceux qui eussent résulté des dispositions prévues aux alinéas précédents.

La mise en paiement de chaque annuité aura lieu aussitôt que possible après chacune des échéances mentionnées à l'article 9 ci-après et au plus tard le quinzième jour suivant.

En cas de retard dans la mise en paiement, celle-ci interviendra un 1^{er} ou un 15, le cours prévu à l'alinéa 5 ci-dessus sera alors celui du 15 ou du 1^{er} précédent immédiatement la date de mise en paiement. Dans ce cas les intérêts fixe et complémentaire continueraient à courir jusqu'à la date de la mise en paiement dans les conditions déterminées par l'article 6. En ce qui concerne l'intérêt fixe, les bases de calcul pour l'application de la garantie de change sont les mêmes que pour le capital.

Tout créancier canadien pourra lors d'une échéance demander le report d'un tiers, des deux tiers, ou de la totalité de la fraction sujette à rachat de la créance reconnue par son ou ses titres sur l'une ou les échéances ultérieures, à son choix.

Le report du principal implique le report de la prime de remboursement qui lui est afférente, sans modification de leur montant.

L'option qui sera définitive pour l'échéance considérée sera exercée de la manière et suivant la procédure prévue aux "Dispositions annexes établissant les modalités d'exécution du Règlement".

Au cas où les créanciers n'épuiserait pas en totalité leur droit au rachat, il sera néanmoins loisible au Gouvernement français d'y procéder ou d'y faire procéder, à chaque échéance, pour tout ou partie du montant de l'annuité correspondant à l'échéance considérée.

Les sommes reportées à la demande des créanciers canadiens en exécution des conditions ci-dessus ne seront productives que de l'intérêt de 3% fixe sans garantie de change, transférable dans les conditions fixées à l'article 6.

ARTICLE 8

Le rachat visé à l'article 7 s'effectuera compte tenu de la garantie de change stipulée audit article et de la prime de remboursement prévue à l'article 6. Celle-ci fera l'objet, au moment du rachat, d'un paiement à valoir correspondant à la prime de remboursement attribuée aux obligations de la C.N.E. appelées à l'amortissement à l'échéance considérée.

Si l'amortissement par tirage au sort n'avait pas encore commencé à l'une des époques fixées pour le rachat, le paiement à valoir sur la prime de remboursement serait calculé aussi exactement que possible suivant les modalités prévues à l'article 13 de la loi du 8 avril 1946 modifié par l'article 4 de la loi du 12 août 1948. A l'expiration de la période de rachat, la C.A.A. ajustera d'une manière définitive la prime de remboursement en répartissant au prorata des créances initiales canadiennes rajustées ainsi qu'il est dit à l'article 5 ci-dessus un montant constitué par la différence entre:

a) le total des primes de remboursement attribuées à la C.A.A. par la C.N.E. sur les obligations correspondant à la créance totale canadienne à son origine, qui sont effectivement sorties au tirage. Ce total sera

has been cancelled, the French Government shall seek in agreement with the Canadian Government a conversion basis which would provide Canadian holders of credit vouchers with benefits equivalent to those which would have accrued from the foregoing provisions of this Article.

Each redemption payment shall be made as soon as possible after each of the due dates mentioned in Article 9 below and not later than fifteen days after such date.

Should any redemption payment be delayed it will be made on the first or the fifteenth day of the month; the rate of exchange provided for in the fifth paragraph of this Article shall be that of the immediately preceding fifteenth or first day of the month. In this case both fixed and additional interests shall continue to accrue till the date of payment in accordance with the provisions of Article 6. With regard to fixed interest the basis of calculation for the application of the exchange-guarantee shall be the same as for the principal.

Any Canadian holder of a credit voucher shall be entitled at the due date of each redemption payment to request that one-third, two-thirds or the whole of the redemption payment be deferred at his option to one or several of the later due dates.

If the whole or part of a redemption payment is deferred the corresponding amount of the Premium on Redemption shall also be carried forward and there shall be no alteration in the amount of either payment.

The option mentioned above shall be final with respect to the due date to which it relates and shall be exercised in accordance with the procedure provided for in the annex hereto establishing the means of giving effect to the present Terms of Settlement.

If a Canadian holder of credit vouchers does not draw the total amount of his due redemption payments, the French Government may nevertheless pay to him, or cause to be paid to him on each due date, the whole or any part of the redemption due to him on the date concerned.

Amounts carried forward at the request of a Canadian holder of credit vouchers under the above provisions shall only yield interest at the fixed rate of 3%, without any exchange-guarantee, transferable in accordance with the provisions of Article 6.

ARTICLE 8

In effecting redemption in accordance with the provisions of Article 7, account shall be taken of the exchange-guarantee provided for in Article 7 and the redemption premium provided for in Article 6. The latter shall at the time of any redemption payment be the subject of a payment on account corresponding in amount to the redemption premium allowed in respect of the C.N.E. bonds drawn by lot for redemption on the due date.

If the redemption by drawing by lots has not yet begun at any of the due dates set for redemption payments, the payment on account of the redemption premium shall be calculated as accurately as possible by the methods provided for in Article 13 of the Law of April 8, 1946, as modified by Article 4 of the Law of August 12, 1948. At the expiry of the period of redemption the C.A.A. shall make a final adjustment of the redemption premium by distributing, in proportion to the nominal value of the original Canadian-owned credit vouchers as adjusted in accordance with the provisions of Article 5 above, an amount equal to the difference between:

- (a) the total amount of the redemption premiums allotted to the C.A.A. by the C.N.E. on the bonds corresponding to the total initial value of the credit vouchers issued to Canadian claimants which have been

majoré du produit obtenu en multipliant la prime la plus élevée payée au cours des sept années par le nombre de ces obligations non sorties au tirage,

- b) et le total des primes de remboursement payées à valoir par la C.A.A. aux créanciers canadiens au cours de la période de rachat, augmenté le cas échéant, des suppléments à l'intérêt complémentaire variable alloué aux créanciers canadiens à titre de répartition de prime de remboursement.

ARTICLE 9

Un premier rachat sera effectué aussitôt que possible après le dépôt, pour échange, des titres visés à l'article 4 alinéa 1^{er}. Toutefois le paiement de ce premier rachat ne pourra être exigé avant le 1^{er} mars 1951.

Le montant de ce rachat continuera à produire, depuis le 1^{er} juin 1950, et jusqu'à la date de sa mise en paiement, les intérêts fixe et complémentaire dans les conditions déterminées par les articles 6 et 7. Ces intérêts ne courront que jusqu'au 1^{er} juin 1951, sauf retard dans la mise en paiement.

Le paiement de ces intérêts coïncidera avec celui du premier rachat.

Un deuxième rachat interviendra le 1^{er} juin 1951, les rachats subséquents le 1^{er} juin de chaque année et le dernier le 1^{er} juin 1956.

Les échéances d'intérêts coïncideront avec les échéances de rachat.

Dès qu'il aura été procédé au rajustement du montant nominal des titres de créance originaires, conformément à l'article 5, le paiement du montant de ce rajustement, compte tenu de la garantie de change prévue à l'article 7, sera effectué en autant d'annuités égales qu'il reste d'échéances pour le rachat des créances canadiennes.

Les intérêts arriérés fixe et variable, dus sur le montant du rajustement seront payés à la plus prochaine échéance de rachat qui suivra la fixation définitive du montant des créances; ils seront transférables dans les conditions prévues à l'article 6.

L'intérêt fixe, couru depuis le 1^{er} juin 1950, bénéficiera de la garantie de change dans les conditions fixées à l'article 7.

Toutefois, si la C.N.E. met en paiement ce complément d'intérêts, en plusieurs échéances successives, le principe énoncé aux alinéas précédents s'appliquera à chacune des échéances successives prises isolément.

ARTICLE 10

Les titres de créance ne sont cessibles qu'à des personnes physiques ou morales canadiennes. Ils pourront toutefois être cédés, sur autorisation à solliciter de l'Office de Changes français dans chaque cas particulier à des personnes étrangères. En cas de transmission par voie de succession, le successible conservera les avantages prévus par le Règlement.

Les bénéficiaires peuvent solliciter dans le cadre de la réglementation générale en matière de crédit, auprès des banques françaises ou d'organismes officiels de crédit, des facilités de mobilisation des annuités non échues, et sans qu'il soit établi un traitement différentiel en raison de la nationalité cana-

drawn by lots for redemption, plus the total of the product obtained by multiplying the highest premium paid during the seven-year period by the number of bonds which have not been drawn, and

- (b) the total amount of the redemption premiums paid on account by the C.A.A. to Canadian holders of credit vouchers during the period of redemption increased where appropriate by the amount of additional variable interest granted to such Canadian holders as part of the redemption premium.

ARTICLE 9

The first redemption payment shall be made as soon as possible after the delivery for exchange of the shares and documents of title mentioned in paragraph (1) of Article 4. The French authorities shall not, however, be required to make this payment before March 1st, 1951.

The amount of this first redemption payment shall continue to bear interest, fixed and additional, in accordance with the provisions of Articles 6 and 7 from June 1st, 1950, until the date of its payment. Such interest shall only accrue until June 1st, 1951 unless payment becomes overdue.

The payment of such interest shall be made at the same time as the first redemption payment.

A second redemption payment shall be made on June 1st, 1951, and subsequent payments on June 1st of each year, the last payment to be made on June 1st, 1956.

Payments of interest shall fall due on the same day as redemption payments.

When the nominal value of the original credit vouchers has been readjusted in accordance with the provisions of Article 5, the payment of the amount of the readjustment shall be made in as many equal annual payments as there remain due dates for the redemption payments to Canadian holders of credit vouchers, and the provisions of Article 7 relating to the exchange guarantee shall apply thereto.

Any arrears of interest, whether fixed or variable, due on the amount of the readjustment shall be paid at the due date for redemption payments next following the final determination of the total value of the credit vouchers. Such interest shall be transferable in accordance with the provisions of Article 6.

Fixed interest accrued since June 1st, 1950, shall benefit from the exchange guarantee under the terms laid down in Article 7.

If, however, such arrears of interest are paid on several successive due dates by C.N.E., the provisions of the preceding paragraphs of this Article shall apply to the payments made at each of the successive and separate due dates.

ARTICLE 10

Credit vouchers may be assigned only to Canadian physical or juridical persons. They may, however, be transferred to non-Canadian persons with the authorization in each particular case of the French *Office des Changes*. In the case of transfer by inheritance the successor shall be entitled to the benefits provided for in the present Terms of Settlement.

Canadian holders of credit vouchers can, within the framework of the general French regulations concerning credit, apply to French banks or official credit agencies for facilities to realize annual payments which have not fallen due, and any Canadian holder making such an application shall not be treated differently on account of his nationality. For this purpose holders of credit

dienne du demandeur. A cet effet, ils pourront mettre en gage leurs titres de créance indemnitaires et assurer, par une délégation de paiement, le remboursement des sommes empruntées.

Les compagnies d'assurance "canadiennes" agréées en France pourront faire figurer les titres de créance dans leurs réserves techniques et cautionnements, dans le cadre de la réglementation française en vigueur sur les assurances.

CHAPITRE IV—POSSIBILITÉS DE RÉINVESTISSEMENT DES MONTANTS PROVENANT DE L'INDEMNISATION

ARTICLE 11

Le capital de l'indemnité, y compris la prime de remboursement, doit être utilisé ou remployé en France. En vue de faciliter le remploi de ces avoirs en France, ceux-ci seront versés dans une banque agréée au crédit des comptes ouverts au nom des ressortissants canadiens intéressés. Ces comptes seront dénommés comptes "Remploi canadien".

A Une autorisation générale de remploi des avoirs portés au crédit de ces comptes est accordée par l'Office des Changes français pour les opérations suivantes:

1. Achat en bourse de valeurs mobilières françaises inscrites à une cote de bourse en France, à l'exclusion des obligations ou des bons remboursables dans un délai de moins de 10 ans à la date de l'achat.

2. Souscription de valeurs mobilières françaises visées au paragraphe 1 ci-dessus lors d'une augmentation de capital.

3. Acquisition de valeurs mobilières françaises non cotées, lorsque cette acquisition est réalisée dans l'une des conditions suivantes:

a) souscription au capital d'une société française lors de la constitution de la société et souscription à des obligations ou des bons remboursables dans un délai d'au moins 10 ans,

b) souscription à titre irréductible à l'occasion d'une augmentation de capital.

En vertu de l'autorisation générale mentionnée ci-dessus les valeurs mobilières acquises par le débit d'un compte "emploi canadien" ou au moyen des facilités de crédit prévues à l'article 10 alinéa 2, bénéficieront, du point de vue de la Réglementation française des changes, du même régime que les titres anciens des sociétés françaises nationalisées.

4. Avance pour autant que la convention de prêt se borne à stipuler à l'exclusivité de toutes autres clauses:

a) le taux d'intérêt, qui ne pourra être supérieur au taux des avances sur titres pratiqué par la Banque de France, majoré d'un point et demi;

b) la durée;

c) éventuellement, les garanties hypothécaires et, s'agissant de sociétés dont 50% du capital au moins sont entre mains canadiennes, la remise en garantie de valeurs mobilières françaises;

d) la ou les personnes physiques ou morales qui se sont portées caution du remboursement.

vouchers may use their credit vouchers as security and guarantee the refunding of borrowed sums by assigning their rights to payment in respect of such credit vouchers.

"Canadian" Insurance Companies registered with the French authorities may include credit vouchers in their technical reserves and guarantee-deposits in accordance with existing French regulations on Insurance.

PART IV—PROVISIONS CONCERNING REINVESTMENT OF AMOUNTS RECEIVED AS COMPENSATION

ARTICLE 11

The capital value of the compensation, including the redemption premium, must be used or reinvested only in France. In order to facilitate the reinvestment of these funds in France they shall be transferred to an approved bank to the credit of accounts opened in the name of the Canadian nationals concerned. These accounts shall be called "Canadian Reinvestment Accounts".

A A general authorization to reinvest amounts credited to these amounts shall be granted by the French *Office des Changes* for the following transactions:

1. The purchase at a stock exchange of French securities quoted at a French stock exchange, with the exception of bonds redeemable within less than ten years from the date of purchase.

2. Subscriptions for French securities mentioned in subparagraph (1) of this paragraph at the time of an increase of capital.

3. Acquisition of non-quoted French securities provided such acquisition meets one of the following requirement:

- (a) subscription to the capital of a French company upon the establishment of the company, and subscription to bonds and debentures redeemable in not less than ten years;
- (b) subscription as of right to an increase of capital;

In accordance with the general authorization referred to above, securities acquired through the use of a "Canadian Reinvestment Account" or by means of the credit facilities provided for in paragraph (2) of Article 10, shall have the benefit, so far as the French exchange regulations are concerned, of the same treatment as to the former shares of the nationalized French companies.

4. Loans, provided that the loan agreement stipulates, exclusive of any other clauses:

- (a) the rate of interest which shall not exceed by more than $1\frac{1}{2}\%$ the rate of the Bank of France on secured advances;
- (b) the duration of the loan;
- (c) eventually, mortgage guarantees and, in the case of companies of which at least 50% of the capital is held by Canadian nationals, the deposit of French transferable securities as a guarantee;
- (d) the physical or juridical persons who have guaranteed the repayment.

Le remboursement des avances visées ci-dessus devra à leur échéance, s'effectuer par le crédit des comptes "Remploi canadien", sauf si ce remboursement intervient après l'expiration de la septième année. Dans ce cas, le montant du remboursement sera crédité en compte d'attente.

5. Achats d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce situés en France et paiement des réparations et frais y relatifs.

6. Paiement des frais d'études engagés en France par des personnes canadiennes, en vue de la réalisation des opérations effectuées dans le cadre du paragraphe A.

Paiement des frais de syndicat se rapportant à des opérations de constitution de sociétés ou de souscription à des augmentations de capital, exposés en France par des personnes canadiennes en vue de la réalisation des opérations effectuées dans le cadre du paragraphe A.

7. Acquisition de l'outillage nécessaire aux entreprises commerciales, industrielles, ou agricoles, dont les bénéficiaires seraient ou deviendraient propriétaires en France.

8. Remboursement des avances consenties par des banques françaises à des personnes canadiennes pour permettre le financement d'investissement en France, soit qu'elles aient été consenties avant l'entrée en vigueur de l'accord, soit qu'elles aient été effectuées dans le cadre des dispositions prévues à l'article 10 ci-dessus.

B Les avoirs en compte "Remploi canadien" seront cessibles dans les conditions prévues à l'article 10 alinéa 1, pour les titres de créance. En cas de transmission par voie de succession le successible conservera les droits et les avantages prévus par ce Règlement.

C Toutes opérations non prévues par l'autorisation générale figurant au paragraphe A ci-dessus et qui ne seront pas autorisées d'une manière générale par la Réglementation française des Changes, devront faire l'objet d'une autorisation particulière à solliciter auprès de l'Office des Changes français, qui réduira les formalités et les délais nécessaires au strict minimum.

CHAPITRE V—RÉGIME FISCAL

ARTICLE 12

Les opérations auxquelles donnent lieu le présent accord et qui sont énumérées ci-après bénéficieront des immunités fiscales édictées par l'article 50 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946.

Déclaration d'option pour le régime prévu par le présent Règlement;
Transferts ou virements à la Caisse Nationale de l'Énergie pour le compte de la Caisse Autonome d'Amortissement, des titres des Sociétés nationalisées;

Création des titres de créance;

Remise par la Caisse Autonome d'Amortissement des titres de créance;

Fractionnement ou fusion des titres de créance.

La rétrocession par la Caisse Autonome d'Amortissement aux bénéficiaires canadiens des intérêts visés à l'article 6 ne donnera pas lieu à l'application de la taxe proportionnelle sur les revenus des capitaux mobiliers.

Repayment of any of the loans referred to above shall, when they fall due, be made by crediting "Canadian Reinvestment Accounts" unless such repayment is made after the expiry of the seventh year from the coming into force of the present Agreement. In such a case repayment shall be made by crediting a "compte d'attente".

5. Purchase of buildings, real estate, rights, and businesses situated in France and payment of expenses and repairs relative thereto.

6. Payment of expenses incurred by Canadian persons arising from investigations made in France with a view to carrying out transactions in accordance with the provisions of paragraph A.

Payment of promoters' expenses, in connection with the establishment of companies or with subscriptions to increases of capital, incurred in France by Canadian persons for the purpose of carrying out any transactions within the provisions of paragraph A.

7. Acquisition of the equipment required for commercial, industrial, or agricultural undertakings of which the purchasers are, or may become, the owners in France.

8. Repayment of loans to Canadian persons made by French banks in order to allow the financing of investments in France, whether such loans have been made before the coming into force of this Agreement, or whether they are made in accordance with provisions of Article 10 above.

B Credit balances in "Canadian Reinvestment Accounts" shall be transferable in accordance with the provisions of paragraph (1) of Article 10, relating to credit vouchers. In the case of transfer by inheritance the successor shall be entitled to the rights and benefits provided by the present Terms of Settlement.

C Any transactions which do not fall within the general authorization set forth in paragraph A of this Article and which are not authorized generally by the French exchange control regulations must be specially authorized upon application to the French *Office des Changes* which shall reduce to a strict minimum the necessary formalities and delays.

PART V—FISCAL PROVISIONS

ARTICLE 12

The following transactions, carried out in accordance with the present Agreement, shall enjoy the fiscal immunities provided by Article 50 of Law No. 46-628 of April 8, 1946:

- a declaration of option accepting the provisions of the present Terms of Settlement;
- the transfer or delivery of securities of nationalized companies to the C.N.E. for the Account of C.A.A.;
- the creation of credit vouchers;
- the issue of credit vouchers by C.A.A.;
- the splitting or consolidation of credit vouchers.

The retrocession by C.A.A. to Canadian holders of credit vouchers of interest mentioned in Article 6 shall not give rise to the application of the proportional tax on income from transferable capital.

ARTICLE 13

Sous réserve de modification de la législation fiscale française en vigueur, les cessions dont pourront faire l'objet les créances visées au présent Règlement ne donneront pas lieu à l'application en France de droits d'enregistrement, dans la mesure où elles seront réalisées par des actes passés hors de France; l'usage de tels actes en France, pour la notification de la cession de créances au débiteur, ne rendra pas davantage exigible le droit proportionnel d'enregistrement qui est applicable en France, aux actes de cette nature.

CHAPITRE VI—DÉFINITIONS

ARTICLE 14

Dans le règlement et ses annexes, les termes:

1. "Valeurs mobilières françaises ou étrangères" doivent se comprendre tels qu'ils ont été définis par l'arrêté du 15 juillet 1947 relatif aux dérogations générales aux prohibitions édictées par le décret n° 47-1357 du 15 juillet 1947 et précisions sur certaines modalités d'application de ce décret.

Extrait de cet arrêté est annexé au présent Règlement.

2. "France" vise le territoire métropolitain et les autres territoires de la zone franc (zone C.F.A. comprise).
3. "Personnes canadiennes" doit se comprendre:
 - a) des personnes physiques qui, à la date à laquelle sera effectuée la déclaration prévue à l'article 1^{er} du présent Règlement, sont citoyens du Canada,
 - b) des personnes morales constituées sous l'empire des lois en vigueur au Canada.

FAIT en double exemplaire à Paris, le 26 janvier 1951.

Pour le Gouvernement Canadien:
GEORGE P. VANIER

Pour le Gouvernement Français:
ROBERT SCHUMAN

ARTICLE 13

Subject to any amendment to the existing French tax legislation, transfers of credit vouchers and of credit balances provided for in the present Terms of Settlement shall not be subject to the payment in France of registration fees if the documents of transfer are executed outside France, and the use of such documents in France for the notification of the transfer to the debtor shall not give rise to the payment of the proportional registration fee which is applicable in France to documents of this nature.

PART VI—DEFINITIONS

ARTICLE 14

In the present Terms of Settlement and the annexes thereto, the expressions

1. "French and foreign securities" shall have the meaning defined by the Order of July 15, 1947, relating to the general derogations from the prohibitions laid down by Decree No. 47-1357 of July 15, 1947, and to detailed provisions regarding certain methods of application of that Decree. An extract from the Decree is annexed to the present Terms of Settlement.
2. "France" shall mean the metropolitan territory of France and the other territories of the Franc monetary area (including the C.E.A. area).
3. "Canadian persons" shall mean:
 - (a) physical persons who at the date on which they make the declaration provided for in Article 1 of this Agreement are citizens of Canada;
 - (b) juridical persons incorporated or constituted under the laws in force in Canada.

DONE in duplicate at Paris on January 26, 1951.

For the Canadian Government:

GEORGE P. VANIER

For the French Government:

ROBERT SCHUMAN

DISPOSITIONS ANNEXES ÉTABLISSANT LES MODALITÉS D'EXÉCUTION DU RÈGLEMENT.

CHAPITRE I—DÉCLARATION DES TITRES DE PROPRIÉTÉ

ARTICLE 1^{er}

Peuvent être déclarées les actions et les parts d'entreprises d'électricité et de gaz nationalisées énumérées à la liste ci-annexée ainsi que les titres représentatifs d'installations nationalisées.

CHAPITRE II—DES PREUVES

ARTICLE 2

La preuve des droits invoqués et de leur appartenance à des personnes physiques ou morales canadiennes aux dates fixées à l'article 1^{er} du Règlement sera faite notamment:

- a) pour les actions au porteur déposées à la Caisse Centrale de Dépôts et de Virements de Titres (C.C.D.V.T.): par une attestation délivrée par la banque canadienne habilitée ou, à son défaut, par la banque française ou étrangère par laquelle le dépôt a été effectué;
- b) pour les titres nominatifs: par la production du certificat d'inscription desdits titres ou d'une attestation de la société en établissant la propriété.
- c) pour les titres au porteur encore en circulation: par tout mode de preuve établissant que le propriétaire actuel des titres remplit les conditions requises pour bénéficier de la présente convention. L'organisme officiel visé à l'article ci-dessous n'attestera l'exactitude des mentions portées sur la déclaration qu'après avoir obtenu l'accord des autorités françaises compétentes sur les preuves fournies.
- d) pour les installations électrique ou gazières nationalisées en vertu de la loi du 8 avril 1946, dont les personnes physiques ou morales canadiennes sont directement propriétaires conformément aux textes en vigueur relatifs aux concessions de services publics en France: par une attestation de propriété délivrée par la Caisse Nationale de l'Énergie aux intéressés canadiens qui lui en auront adressé la demande avant le 31 mai 1951. Cette attestation vaudra titre représentatif d'installation nationalisée.

ARTICLE 3

L'organisme officiel désigné par le Gouvernement canadien en application de l'article 1^{er} du Règlement contrôlera et vérifiera les déclarations souscrites par toutes les personnes physiques ou morales canadiennes définies à l'article 1^{er} du Règlement. Il les revêtira de sa signature.

ANNEX ESTABLISHING THE MEANS OF GIVING EFFECT TO THE TERMS OF SETTLEMENT.

PART I—DECLARATION OF TITLE OF OWNERSHIP

ARTICLE 1

Declarations may be made in respect of shares and interest in any of the nationalized electricity and gas undertakings mentioned in the list attached hereto and in respect of documents of title to nationalized installations.

PART II—PROOF OF OWNERSHIP

ARTICLE 2

The proof of the rights invoked and of their belonging to Canadian physical or juridical persons at the dates set in Article 1 of the Terms of Settlement shall be required, in particular, in the case of

- (a) bearer shares deposited with la Caisse Centrale de Dépôts et de Virements de titres (C.C.D.V.T.) (Central Fund for Deposit and Transfer of Securities): by a certificate issued by an authorized Canadian bank, or otherwise, by the French or foreign bank which has received the deposit;
- (b) registered shares: by the production of the registered share certificate or a certificate from the Company establishing ownership;
- (c) bearer shares still outstanding: by any form of evidence establishing that the present share holder fulfils the conditions required to enjoy the benefit of this Agreement. The official body referred to in Article 3 hereunder shall certify the accuracy of the entries in the declaration only after it has secured the agreement of the competent French authority concerning the evidence furnished;
- (d) gas and electricity installations nationalized under the Law of April 8, 1946, of which Canadian physical or juridical persons are direct owners in accordance with the existing French regulations regarding concessions of public utilities in France: by a certificate of ownership issued by C.N.E. to the Canadian owners who have applied for it before May 31, 1951: This certificate shall be equivalent to a title to nationalized installations.

ARTICLE 3

The official body designated by the Canadian Government in accordance with the provisions of Article 1 of the Terms of Settlement, shall check and verify the declarations made by Canadian physical or juridical persons referred to in Article 1 of the Terms of Settlement. The appropriate official shall affix his signature to such declarations.

CHAPITRE III—DE LA CESSION DES TITRES DES ENTREPRISES
NATIONALISÉES ET DE LA DÉLIVRANCE DES
TITRES DE CRÉANCE

ARTICLE 4

Le transfert visé à l'article 4 du Règlement s'opérera :

par remise, pour les titres au porteur encore en circulation, pour les titres nominatifs ainsi que pour les titres représentatifs des installations nationalisées;

par virement sur la Caisse Centrale de Dépôts et de Virements de Titres, pour les titres qui peuvent circuler en France sous cette forme.

La remise des titres de propriété s'opérera à la diligence des banques agréées visées au dernier alinéa de l'article 4 du Règlement. Ces dernières ne pourront y procéder qu'après avoir constaté que la déclaration imposée à l'article 1^{er} du Règlement a été effectuée.

ARTICLE 5

Le titre de créance sera créé sous forme nominative. Il comportera autant de coupons ou de cases d'estampille qu'il sera nécessaire pour retracer les opérations de rachat, pour permettre le paiement des intérêts et le paiement de la prime de remboursement. Afin de permettre l'exercice de l'option visée à l'article 7 du Règlement, il sera créé trois coupons pour chacune des sept annuités de rachat portant le millésime de l'année de rachat. Un modèle de titre de créance est joint aux dispositions annexes.

CHAPITRE IV—DE LA RENONCIATION AU RACHAT DES ANNUITÉS
PRÉVU À L'ARTICLE 7 DU RÈGLEMENT

ARTICLE 6

L'exercice du droit de rachat prévu à l'article 7 du Règlement de tout ou partie des annuités donnera lieu à notification à la banque française agréée, dépositaire des titres de créance, deux mois avant la date fixée pour le rachat.

Les banques françaises agréées transmettront au plus tard un mois avant l'échéance, un relevé à la C.A.A. comportant :

1. le détail, par échéance, du montant des titres de créance canadiens en leur possession;

2. le montant total des titres de créance canadiens en leur possession pour lesquels le rachat de l'annuité relative à l'échéance considérée doit être effectué;

3. le montant total, par échéance, desdits titres de créance pour lesquels un rachat partiel est sollicité par les créanciers canadiens.

La C.A.A. fera connaître aux banques françaises agréées, au plus tard 15 jours avant l'échéance, la décision du Gouvernement français en ce qui concerne le droit de rachat prévu au onzième alinéa de l'article 7 du Règlement. A l'échéance considérée, les banques françaises agréées présenteront à l'encaissement les coupons d'intérêt et d'amortissement des titres de créance qui sont payables.

FAIT en double exemplaire à Paris, le 26 janvier 1951.

Pour le Gouvernement Canadien:
GEORGE P. VANIER

Pour le Gouvernement Français:
ROBERT SCHUMAN

PART III—SURRENDER OF SHARES AND INTERESTS IN NATIONALIZED UNDERTAKINGS AND ISSUANCE OF CREDIT VOUCHERS

ARTICLE 4

The exchange mentioned in Article 4 of the Terms of Settlement shall be by remittance, in the case of bearer shares still outstanding, registered shares, and documents of title to nationalized installations;

by transfer through the Caisse Centrale de Dépôts et de Virements de titres in the case of securities which may be circulated in France in this manner.

Remittance of documents of title to ownership shall be effected at the suit of the approved banks mentioned in the last paragraph of Article 4 of the Terms of Settlement. The banks may carry out the transfers only after having satisfied themselves that the declaration required by Article 1 of the Terms of Settlement has been made.

ARTICLE 5

The credit vouchers shall be created in a registered form. They shall include as many coupons, or stamp spaces, as may be necessary to record redemption transactions, and to provide for the payment of interest and of the redemption premium. In order to facilitate the exercise of the option mentioned in Article 7 of the Terms of Settlement, three coupons shall be provided for each of the seven annual redemption payments, marked with the year of redemption. A form of a credit voucher is annexed hereto.

PART IV—WAIVING OF ANNUAL REDEMPTION PAYMENTS IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 7 OF THE TERMS OF SETTLEMENT

ARTICLE 6

Applications for the redemption of all or part of the annual instalments under Article 7 of the Terms of Settlement shall be made to the approved French bank with which the credit vouchers are deposited not less than two months before the date on which the redemption payment falls due.

The approved French banks shall, not later than one month before the due date, supply C.A.A. with a statement setting out:

1. The particulars, with relevant due dates, of the total value of Canadian-owned credit vouchers in their possession;

2. The total value of Canadian-owned credit vouchers in their possession for which the annual redemption payment must be made on the due date concerned;

3. The total value, with the relevant due dates, of Canadian-owned credit vouchers for which a partial redemption is being requested by the holders.

C.A.A. shall notify to the approved French banks, not later than fifteen days before the due date, the decision of the French Government with respect to the right of redemption referred to in paragraph (11) of Article 7 of the Terms of Settlement.

On the relevant due date the approved French banks shall present for encashment those coupons which are then payable in respect of interest on and redemption of credit vouchers.

DONE in duplicate at Paris on January 26, 1951.

For the Canadian Government:
GEORGE P. VANIER

For the French Government:
ROBERT SCHUMAN

EXTRAIT DE L'ARRÊTÉ EN DATE DU 15 JUILLET 1947 RELATIF AUX DÉROGATIONS GÉNÉRALES AUX PROHIBITIONS ÉDICTÉES PAR LE DÉCRET N° 47-1357 DU 15 JUILLET 1947 ET PRÉCISIONS SUR CERTAINES MODALITÉS D'APPLICATION DE CE DÉCRET.

ARTICLE 1^{er}

On entend par:

9. Valeurs mobilières françaises: les valeurs mobilières émises par une personne morale publique de la zone franc ou par une personne morale privée dont le siège social est situé dans la zone franc;

10. Valeurs mobilières étrangères: les valeurs mobilières émises par une personne morale publique étrangère ou par une personne morale privée dont le siège social est situé à l'étranger;

Sont également considérées comme valeurs mobilières étrangères, les valeurs mobilières émises par une personne morale publique française ou par une personne morale privée dont le siège social est situé en France, lorsque ces valeurs sont libellées en monnaie étrangère.

ANNEXE I

Le Gouvernement français confirme que dans le cas prévu par le dernier alinéa de l'article 1^{er} du Règlement annexé à la convention franco-canadienne en date de ce jour, relatif à l'indemnité offerte aux porteurs canadiens de titres affectés par la loi du 8 avril 1946, le décret du 5 juin 1947 et les textes y relatifs, il lui appartiendra de prendre l'initiative de signaler à l'organisme officiel canadien chargé de recevoir les déclarations, les participations françaises représentant plus de 50% des droits à l'actif des personnes morales canadiennes visées à cet alinéa. Il réserve provisoirement jusqu'à plus ample informe l'application du Règlement auxdites personnes morales.

Dans les deux cas visés *in fine* de l'article 1^{er} du Règlement, il s'engage à rechercher tous moyens de sauvegarder efficacement les intérêts canadiens en cause, chaque cas devant faire l'objet d'un examen particulier.

G.P.V.

R.S.

ANNEXE II

Par dérogation à l'article 1^{er} du Règlement relatif à l'indemnité offerte par le Gouvernement français aux personnes créancières d'indemnité en vertu de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz et les lois et décrets y relatifs, et à l'article 3 des dispositions annexes audit Règlement, les sociétés ci-après:

Aluminium Limited, à Montréal,

Foreign Powers Securities Corporation, à Montréal,

sont habilitées à faire, auprès de l'Ambassade du Canada à Paris, par l'entremise de la *Royal Bank of Canada*, France, leur déclaration portant acceptation de ce Règlement et à produire à l'appui toutes les pièces justificatives requises.

En outre, la faculté susvisée s'entendra aussi des titres immatriculés au nom du *Montreal Trust* et appartenant à la *Foreign Powers Securities Corporation*.

G.P.V.

R.S.

ANNEX I

EXTRACT FROM THE ORDER OF JULY 15, 1947, CONCERNING THE GENERAL DEROGATIONS FROM THE PROHIBITIONS LAID DOWN BY DECREE No. 47-1357 OF JULY 15, 1947, AND DETAILED PROVISIONS CONCERNING CERTAIN METHODS OF APPLICATION OF THAT DECREE.

ARTICLE 1

(9) *French transferable securities* means:—transferable securities issued by a public juridical person belonging to the franc monetary area or by a private juridical person having their head office within the franc monetary area.

(10) *Foreign transferable securities* means:—transferable securities issued by a foreign public juridical person or by a private juridical person having their head office abroad.

Transferable securities issued by a French public juridical person or a private juridical person having their head office in France shall also be deemed to be foreign transferable securities if they are drawn up in a foreign currency.

ANNEX I

The French Government confirms that, in the case provided for in the last paragraph of Article 1 of the Terms of Settlement annexed to the Franco-Canadian Agreement of today's date, relating to the compensation offered to Canadian holders of shares and interests affected by the Law of April 8, 1946, the Decree of June 5, 1947, and the regulations relating thereto, it will be its own responsibility to notify to the competent Canadian authority any French interests representing more than 50% of the capital of any Canadian juridical person referred to in the above-mentioned paragraph. Pending receipt of fuller information, it provisionally excludes from the application of the Terms of Settlement the juridical persons concerned.

In both cases provided for in the final paragraph of Article 1 of the Terms of Settlement the French Government undertakes to seek every means of effectively safeguarding the Canadian interests concerned, and to examine each case on its own merit.

G.P.V.

R.S.

ANNEX II

Notwithstanding Article 1 of the Terms of Settlement in respect of the compensation offered by the French Government to compensation creditors under Law No. 46-628 of April 8, 1946, on nationalization of Electricity and Gas and laws and decrees relating thereto, and notwithstanding Article 3 of the Provisions annexed to the said terms of Settlement, the following Companies:

- Aluminum Limited, of Montreal,
- Foreign Powers Securities Corporation, of Montreal,

are entitled to file with the Canadian Embassy in Paris, through the Royal Bank of Canada (France), their declaration accepting these Terms of Settlement, and to aduce all necessary relevant vouchers.

In addition, the aforesaid privilege will also apply to securities registered in the name of the Montreal Trust and owned by the Foreign Powers Securities Corporation.

G.P.V.

R.S.

ANNEXE III

Aux fins du présent Règlement sont considérés comme intérêts ennemis les intérêts appartenant aux ressortissants des pays ennemis.

I. Les pays ennemis sont:

L'Allemagne dans ses frontières du 31 décembre 1937.

Le Japon dans ses frontières du 8 décembre 1941 (à l'exclusion des territoires occupés militairement).

II. Les ressortissants ennemis sont:

Ceux qui possèdent la nationalité d'un des deux États précités et qui ont leur domicile soit, en pays ennemi, soit en pays neutre, soit en pays allié, à moins que dans ce dernier cas, leurs biens n'aient pas été mis sous séquestre ou aient été admis au bénéfice d'une main-levée de séquestre.

III. Cas de changement de nationalité:

Les ressortissants allemands qui ont acquis une autre nationalité postérieurement au 1^{er} septembre 1939 sont réputés ennemis, sauf s'ils ont acquis la nationalité d'un pays allié avant le 1^{er} janvier 1946 ou s'ils ont obtenu une autorisation de séjour durable des autorités de ce pays.

IV. Cas particulier:

Les apatrides d'origine allemande ne peuvent être considérés comme ressortissants allemands si le Gouvernement allemand leur a retiré cette qualité avant le 1^{er} septembre 1939.

G.P.V.

R.S.

ANNEX III

Under these Rules and Regulations, the interests belonging to enemy nationals are considered as enemy interests.

I. *The enemy countries are:*

Germany within its boundaries as of December 31, 1937.

Japan within its boundaries as of December 8, 1941 (exclusively of territories occupied by its military forces).

II. *Enemy nationals:*

Those citizens of one of the two above-mentioned countries, who are residing either in enemy territory or in a neutral country, or in allied territory, except when, in the latter case, their property has not been placed under custody or has been released from custody, are considered as enemy nationals.

III. *Change in nationality:*

German nationals who have acquired another nationality after September 1, 1939, are considered as enemy nationals unless they have acquired the nationality of an allied country before January 1, 1946, or have been granted permanent residence in that country.

IV. *Special cases:*

Stateless persons of German origin may not be considered as German nationals if the German Government had deprived them of this status before September 1, 1939.

G.P.V.

R.S.

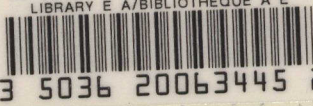
Accord entre le Canada et
les États-Unis d'Amérique

Conclu par voie d'un échange de lettres
Signées à Washington le 7 mars 1941

En vigueur le 27 mars 1941

756 773

EDMOND CLOUTIER, C.M.A., P.A.
Queen's Printer and
Controller of Stationery | Ottawa, 1941



ANNEX III

Under these Rules and Regulations, the interests belonging to enemy nationals are considered as enemy interests.

Enemy countries are:

Germany within its boundaries as of December 31, 1937, and within its boundaries as of December 8, 1941 (exclusively of territory occupied by its military forces).

Enemy nationals:

Those citizens of one of the two above-mentioned countries who are in either in enemy territory or in a neutral country or in allied territory when in the latter case their property has not been placed under custody or has been released from custody, are considered as enemy nationals.

Change in nationality:

German nationals who have acquired another nationality after September 1, 1939, are regarded as enemy nationals unless they have acquired the nationality of an allied country before January 1, 1918, or have had their permanent residence in that country.

Special cases:

Foreign persons of German origin may not be considered as German nationals if the German Government had deprived them of this status before September 1, 1939.

22

22